

**Direction Territoriale  
Centre-Bourgogne**

**Service  
Exploitation  
Maintenance  
Environnement  
Hydraulique**

Dijon, le 2 juillet 2024

Le Directeur territorial Centre-Bourgogne

aux

Membres du CODIR



**Objet :** Politique de gestion du patrimoine arboré à la DTCB

**Référence Elise :** ICB50-2402079

**Affaire suivie par :** Françoise ERBS

**Courriel :** francoise.erbs@vnf.fr

**Tél :** 07 62 00 66 25

En tant que propriétaire/affectataire et gestionnaire d'espaces boisés, la DTCB doit assurer la sécurité des personnes susceptibles de fréquenter ces espaces ainsi que de nos agents, tout en s'inscrivant dans une démarche de protection des richesses écologiques et environnementales des bords de voie d'eau et de respect des réglementations en vigueur.

Pour ce faire le SEMEH, pilote de cette politique a rédigé la présente note, clarifiant la politique de gestion du patrimoine arboré à la DTCB.

Elle rappelle la réglementation en vigueur, énonce des grands principes de gestion et identifie les démarches à réaliser dans le cadre de la gestion

Cette note fixe le cadre de cohérence de l'action territoriale sur la DT en matière de gestion du patrimoine arborée et se veut être une aide à la gestion opérationnelle, réalisée en UTI.

## **1 - RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES EN VIGUEUR**

### **1.1 – Analyse des zonage règlementaires**

La réglementation pour la gestion du patrimoine arboré dépend, sur la DT, des zonages d'inventaires ou réglementaires suivants :

#### **Code de l'environnement :**

- Znieff de type 1 ou 2, zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (à titre informatif, pour consultation des espèces remarquables patrimoniales / ou autres statuts...)
- Zone Natura 2000
- Arrêté préfectoral de protection de biotope et réserves naturelles nationales ou régionales
- Arrêté de protection d'habitat naturel
- Sites classés et sites inscrits
- Zones de frayères identifiées
- Espaces naturels sensibles des départements

Page 1 sur 7

**Code du patrimoine :**

- Sites patrimoniaux remarquables (Articles L631-1 à L631-5)
- Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV)
- Plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP)
- Monuments historiques et leur périmètre de protection

**Plan local d'Urbanisme :**

- Réglementation particulière de protection au titre du PLU de la commune concernée (Espace Boisé Classé- articles L113-1 et L113-2 du code de l'urbanisme)
- Eléments du paysage identifiés (art. L. 123-1-5-7 du Code de l'Urbanisme)

**Une analyse des zonages réglementaires sera réalisée par superposition de couches SIG.**

1.2 – Enjeux « espèces protégées »

L'article L411-1 du code de l'environnement, définit la conservation d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats de repos et de reproduction.

Le régime de protection des individus est clair de même que les mesures d'évitement associées. Ainsi, la destruction, par élagage, abattage ou tout autre moyen, d'une nichée est interdite. Une mesure de réduction consistera ainsi à réaliser l'opération en dehors des périodes de reproduction. Sauf cas grave (mise en danger du public...), les services instructeurs (DREAL) ne délivreront pas de dérogation.

La destruction d'un habitat nécessaire à l'accomplissement du cycle biologique d'une espèce conduit à envisager certaines mesures : des mesures d'évitement (laisser en place les branches constituant un habitat, laisser des troncs « en chandelle » lorsqu'ils ne présentent pas de risque pour les promeneurs ou agents...) ou de réduction (choix d'une période d'intervention adaptée au cycle de vie des espèces protégées identifiées).

Ces enjeux sont à identifier au plus tôt, si possible dès le stade du diagnostic phytosanitaire, afin d'envisager dès l'amont les mesures d'évitement et de réduction des impacts.

**La réalisation d'un inventaire écologique permettra d'identifier la présence d'espèces protégées et de leurs habitats, en complément de la première analyse réalisée sur la base des zonage réglementaires.**

**Le diagnostic phytosanitaire identifiera le besoin de réaliser un inventaire complémentaire des espèces protégées et de leurs habitats (avifaune, chiroptères, insectes, amphibiens, reptiles, ....) par un expert écologue.**

1.3 – Cas des alignements d'arbres

Les arbres d'alignement bordant les voies d'eau sont protégés au titre de l'article L350-3 du code de l'environnement (extrait ci-dessous) :

« Les allées d'arbres et alignements d'arbres qui bordent les voies ouvertes à la circulation publique constituent un patrimoine culturel et une source d'aménités, en plus de leur rôle pour la préservation de la biodiversité et, à ce titre, font l'objet d'une protection spécifique... »

Le fait d'abattre ou de porter atteinte à un arbre ou de compromettre la conservation ou de modifier radicalement l'aspect d'un ou de plusieurs arbres d'une allée ou d'un alignement d'arbres est interdit. »

« Toutefois, lorsqu'il est démontré que l'état sanitaire ou mécanique du ou des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes ou des biens ou un risque sanitaire pour les autres arbres ou que l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée..., le fait d'abattre ou de porter atteinte

à un arbre est subordonné au dépôt d'une déclaration préalable auprès du représentant de l'Etat dans le département. »

Des mesures compensatoires sont néanmoins exigées (replantation d'arbres) à proximité des alignements concernés et dans un délai raisonnable. Ces mesures sont à anticiper budgétairement et techniquement.

L'autorité compétence concernant les atteintes éventuelles à ces allées et alignements d'arbres est le préfet de département.

Différents cas de figure où cette atteinte à ces allées et alignements peut être envisagée, ainsi que les conditions et modalités associées sont distingués ci-dessous :

- les cas soumis à autorisation, lorsque cela est nécessaire pour les besoins de projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements ;
- les cas soumis à déclaration préalable, "lorsqu'il est démontré que l'état sanitaire ou mécanique du ou des arbres présente un danger pour la sécurité des personnes ou des biens ou un risque sanitaire pour les autres arbres ou que l'esthétique de la composition ne peut plus être assurée et que la préservation de la biodiversité peut être obtenue par d'autres mesures [...]";
- le cas d'urgence : lorsqu'il y a danger imminent pour la sécurité des personnes. Dans ce dernier cas "la déclaration préalable n'est pas requise" mais le préfet doit être "informé sans délai des motifs justifiant le danger imminent et les mesures de compensation des atteintes portées aux allées et alignements d'arbres lui sont soumises pour approbation"

**Cette réglementation ne s'applique pas en cas de simple élagage.**

## **2 – GRANDS PRINCIPES DE GESTION**

Pour rappel, la présente politique vise à assurer la sécurité des personnes susceptibles de fréquenter les espaces arborés, tout en s'inscrivant dans la préservation de ce patrimoine (protection des richesses écologiques et environnementales) de bord à voie d'eau.

Les principes de cette politique sont basés sur l'application du logigramme :

**– EVITER – REDUIRE – COMPENSER.**

Pour cela, les grands principes suivants seront appliqués :

- ➔ **Surveiller le patrimoine**, anticiper les élagages et coupes à venir.
- ➔ **Intervenir par abattage uniquement lorsque cela est justifié et nécessaire**, lorsque les arbres menacent directement la sécurité des personnes et des biens
- ➔ **Réduire les interventions au strict nécessaire** (élagages, laisse des fûts en places s'ils ne présentent pas de dangers)
- ➔ **Intervenir hors période de reproduction de la majorité des espèces (15mars-15 août).** Dans le cas de la présence de chiroptères (espèces protégées) la période d'intervention est réduite de mi-septembre à mi-novembre.

Taxons	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Oiseaux			Nicheurs – élevage des juvéniles									
								Préparation à la migration				
Chiroptères		Hibernation (période la plus sensible)	Migration vers gîtes estivaux pour mise-bas			Mise-bas et élevage des juvéniles			Migration – accouplement (passage des gîtes estivaux, aux gîtes hivernaux)		Hibernation (période la plus sensible)	
Insectes général						Forte activité attention : certaines espèces d'insecte saproxyliques, notamment coléoptères, la période sensible peut s'étaler sur 3 ans / stade larvaire						
Flore			De la croissance à dissémination (peut aller jusqu'au mois de septembre notamment pour les zones humides)									
Anoures et urodèles			Reproduction									
Reptiles général						Forte activité						

### *Calendrier des sensibilités des espèces susceptibles d'être présentes*

(Source : extrait tableau Lignes directrices nationales sur la séquence ERC octobre 2013 MEDDE)

- ➔ **Anticiper les instructions réglementaires et les compensations demandées par les services instructeurs**, au titre des alignements ou espèces protégées

## **3 – DEMARCHES A REALISER**

Afin de pouvoir respecter le logigramme et les grands principes énoncés ci-dessus, il est important d'identifier :

- les secteurs à enjeux prioritaires qui guideront les actions de traitement et d'information des usagers et des agents
- la réglementation en vigueur grâce, dans un premier temps, à la superposition des couches SIG disponibles
- l'état phytosanitaire des arbres et les enjeux écologique présents ainsi que les démarches réglementaires à réaliser

Dans les secteurs dont l'entretien n'est pas sous la responsabilité de la DTCEB (secteurs sous COT ou CSA), les démarches qui suivent ne seront à réaliser qu'en fonction des termes des conventions nous liant aux tiers affectataires.

### 3.1 – Identification des secteurs à enjeux prioritaires

Chaque UTI identifiera les secteurs à enjeux prioritaires de son territoire en tenant compte des critères de priorisation ci-dessous (tableau DTNE amendé des retours des UTI)

Présence d'enjeux risquant d'être affectés par la chute de branches ou d'arbres	Niveau d'enjeu du bief = Priorité VNF
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Digue classée au titre de la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH), présentant un degré d'insécurité (à dire d'expert)</li> <li>• Secteur en proximité immédiate d'autoroutes, voies ferrées, routes à fort trafic</li> <li>• Chemins de service / véloroutes en gestion VNF très fréquentés ou en agglomération</li> </ul>	1 = fort

<ul style="list-style-type: none"> <li>Habitations (bâtiments ou flottants) et activités économiques dans un rayon de 30m</li> <li>Ouvrages hydrauliques principaux dans un rayon de 30 m</li> <li>Ports et bases de location / loisirs si non prévus en DSP et COT (option à privilégier)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Digue classée au titre de la réglementation relative à la sécurité des ouvrages hydrauliques (SOH)</li> <li>Route à trafic moyen</li> <li>Véloroutes en gestion VNF peu fréquentées</li> <li>Secteurs les plus navigués</li> <li>Zones de stationnement de bateaux inhabités</li> </ul>	2 = moyen
<ul style="list-style-type: none"> <li>Secteurs peu navigués</li> <li>Réseau aérien</li> <li>Entretien rivière / ruisseau (pour le libre écoulement des eaux)</li> <li>Point pêche</li> <li>Autres bâtiments dans un rayon de 30m</li> <li>Autres ouvrages hydrauliques dans un rayon de 30m</li> </ul>	3 = faible

Cette information sera à renseigner dans un tableau dont la trame comprendra au minimum, le canal, le bief, la rive et le Pk et le niveau d'enjeu de priorisation selon tableau ci-dessus, ainsi que les secteurs à traiter en élagage, coupe, abattage, ...

Voie d'eau	CEMI	Bief	PK Début	PK Fin	Impact - FORT, MOYEN, FAIBLE	Secteurs	Commentaires
						Rive D ou G	type de travaux (élagage, abattage, ...)

### 3.2 – Information des usagers et des agents

L'identification des secteurs à enjeux prioritaires permettra également de prioriser l'action d'information des usagers et des agents de la DTCB.

L'information du public empruntant les chemins et routes proche du canal est une priorité de l'établissement. Pour cela, des panneaux d'information sont à poser en priorisant en premier les secteurs à forts enjeux.

Les marchés ACBC existants « services aux usagers » et « signalisation fluviale » permettront de commander la fabrication des panneaux et la pose par l'entreprise. Cependant la pose en régie est à privilégier par les UTI.

Le format du panneau sera de 40 cm par 60 cm. Ci-dessous projet de maquette retenue.



**ATTENTION  
RISQUES DE  
CHUTES D'ARBRES**

### 3.3 – la réglementation en vigueur

Le SEMEH :

- réalisera une compilation des données SIG relatives aux zonages réglementaires et des extractions cartographiques de ces données pour aider à la décision et appréhender les démarches à réaliser
- géolocalisera les secteurs prioritaires à traiter, identifiés par les UTI, sur la base des points kilométriques indiqués dans le tableau
- réalisera des croisements de données et exports cartographiques au besoin entre les secteurs prioritaires à traiter, identifiés par les UTI, et les zonages réglementaires disponibles en SIG

Le rendu cartographique sera :

- préférentiellement mis à disposition sur un outil de visualisation cartographique interne
- sinon transmis directement à l'exploitant

### 3.4- Etat phytosanitaire des arbres, enjeux écologique présents et démarches réglementaires à réaliser

#### ❖ *Diagnostic phytosanitaire et inventaire écologique simplifié*

Avant toute intervention sur les secteurs prioritaires à traiter, un diagnostic phytosanitaire ainsi qu'un inventaire des espèces protégées et de leurs habitats est à réaliser.

Afin de pouvoir intervenir en dehors de la période de reproduction dans la majorité des espèces (15mars-15 août), la réalisation des diagnostics phytosanitaires intégrant un inventaire écologique simplifié sera à prévoir au printemps.

Si des signes de présence d'espèces protégées sont repérés ou que les travaux projetés sont prévus sur un zonage identifiant des espèces patrimoniales, ces diagnostics seront à compléter d'un inventaire écologique réalisé aux périodes adéquates par un expert.

Un marché ACBC mutualisé à l'échelle de la DTCB est en cours d'élaboration. Il sera disponible début 2025. Ce marché sera découpé en lot géographique par UTI, qui pourra passer directement des bons de commandes. Un lot spécifique permettra l'élaboration d'un plan de gestion des secteurs identifiés.

#### ❖ *Démarches réglementaires à réaliser*

Au regard de la pré-analyse des enjeux environnementaux et patrimoniaux, réalisés par superposition des couches de données SIG, au droit du secteurs de travaux à réaliser, les démarches réglementaires énoncées ci-dessous sont à réaliser.

L'UTI pourra demander l'appui du SEMEH pour l'élaboration des démarches réglementaires préalables.

En cas de zonage espace boisé classé identifié dans un document d'urbanisme (PLU), il sera nécessaire de remplir une déclaration préalable (construction, travaux, installations et aménagements non soumis à permis de construire) pour « coupe ou abattage d'arbres », à envoyer à la commune concernée (CERFA 13404\*11). Les PLU sont consultables sur le Géoportail de l'urbanisme.

Si l'arbre se situe dans le périmètre d'un monument historique, une demande est à adresser à l'Architecte de Bâtiments de France (ABF) sur la base d'un dossier présentant les atteintes à la mise en valeur du monument.

En cas de situation dans un site classé ou inscrit,

- les travaux d'entretien courant répétés, comme les élagages annuels, ne nécessitent pas d'autorisation.

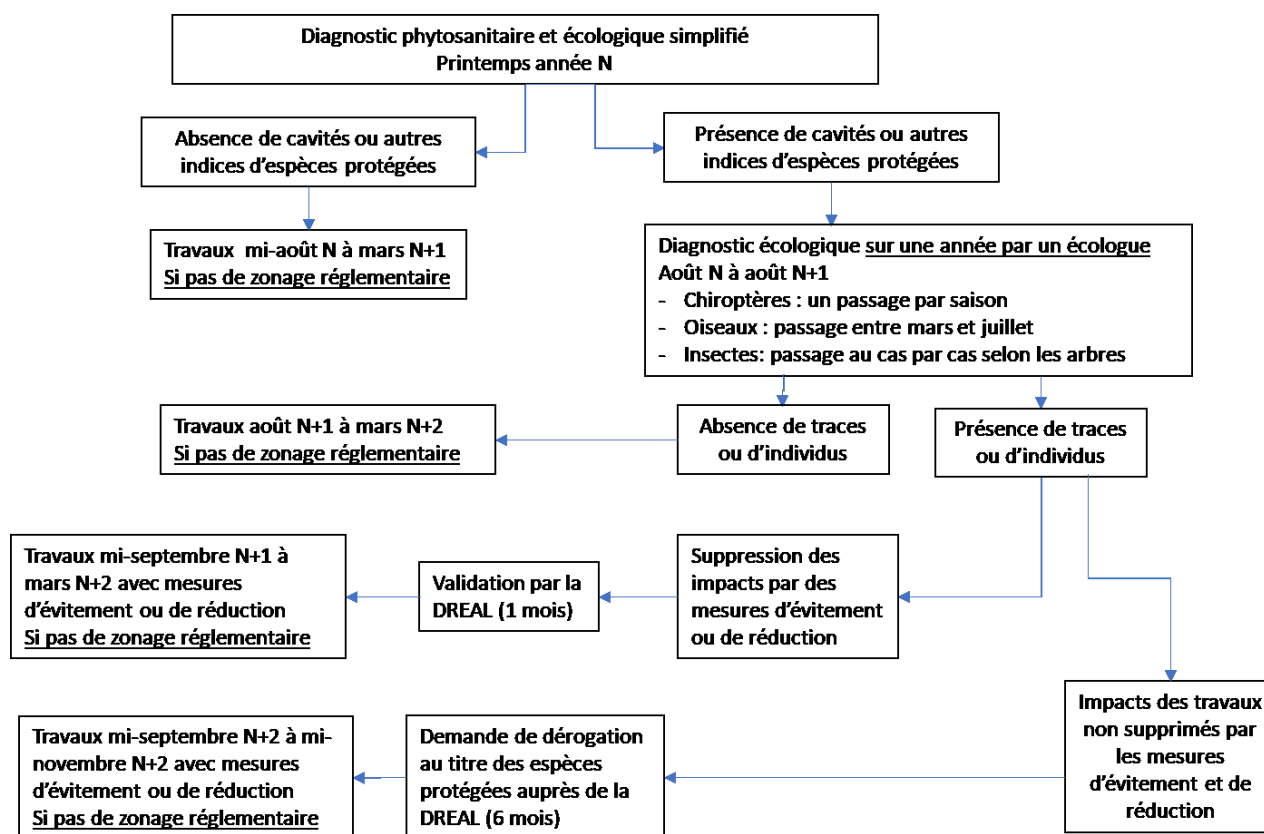
- l'abattage d'arbres ou les grosses modifications de paysage nécessitent une autorisation sur la base d'un plan de gestion. En sites classés, le dossier est à déposer à la préfecture du département, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) sera consultée et un avis sera donné par la DREAL et l'ABF. Une décision ministérielle sera alors prononcée. En sites inscrits, la décision sera prise par l'ABF et la CDNPS ne sera pas consultée.

En cas de situation en zonage d'arrêté de protection de biotope, les prescriptions seront à respecter.

En cas de situation en zone Natura 2000, une évaluation des incidences sur les espèces ayant conduit au classement de la zone et sur la base du document d'objectifs (DOCOB) sera envoyée à la DDT concernée. L'animateur de la zone Natura 2000 peut apporter un accompagnement.

En cas de sites patrimoniaux remarquables, une demande est à faire auprès de l'ABF sur la base d'un plan de gestion.

En cas de présence d'espèces protégées identifiées lors du diagnostic phytosanitaire et complété de l'inventaire d'un expert écologue et en cas d'impact résiduel une fois les mesures d'évitement et de réductions proposée, une demande de dérogation sera à adresser à la DREAL (biodiversité). S'il y a destruction d'un habitat d'espèces protégées ou destruction d'espèces protégées, des mesures compensatoires à proposer. Voir synoptique ci-dessous.



Le Directeur Territorial  
Olivier FAURIEL